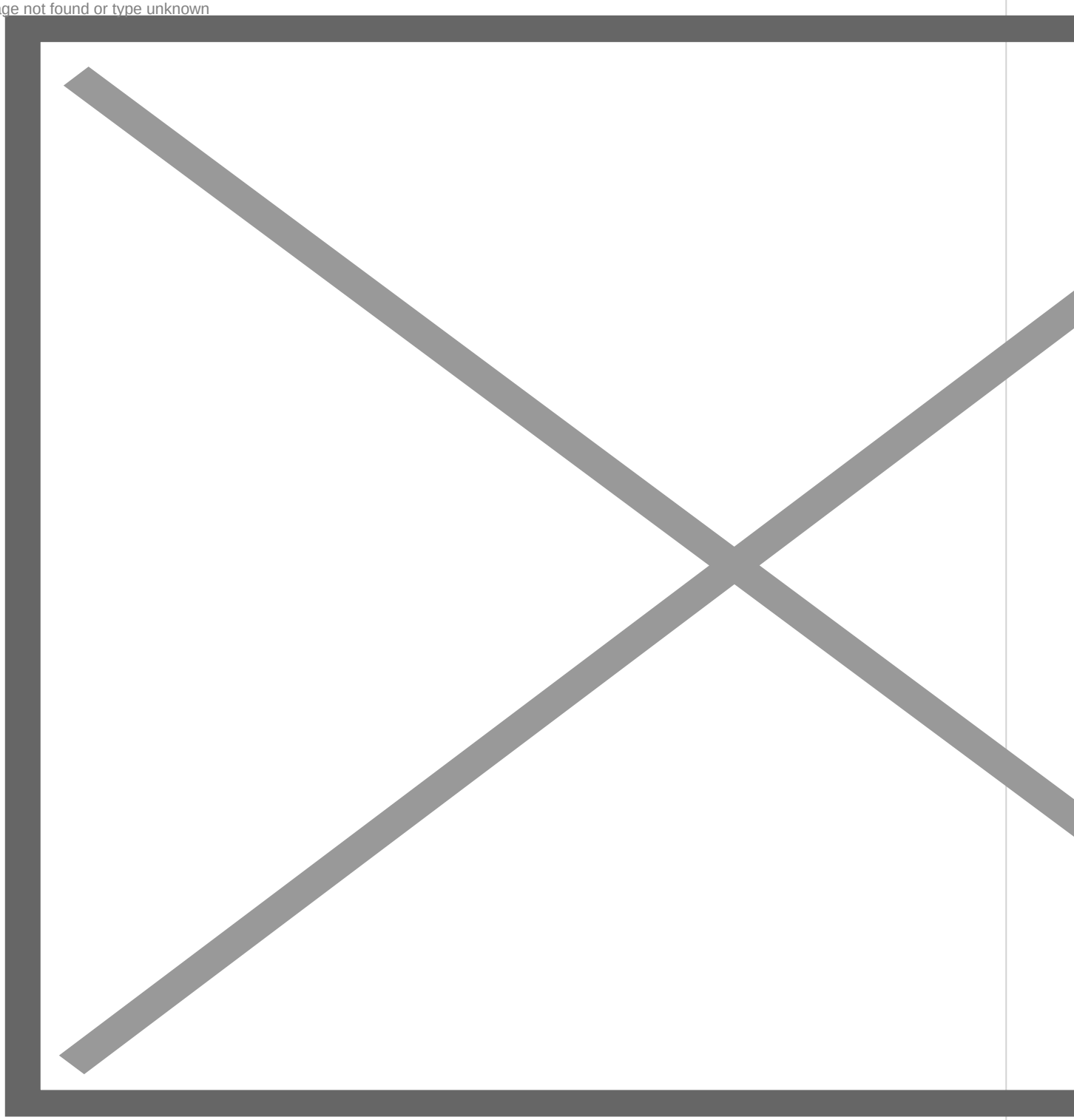
Marche en Argentine contre le plan d'austérité du gouvernement et les mesures anti-manifestation

Image not found or type unknown



La ministre de la sécurité, Patricia Bullrich, a menacé d'utiliser la force nécessaire adaptée à la force de la résistance.

Buenos Aires, 20 déc (RHC) Des membres de dizaines d'organisations sociales, syndicales et de défense des droits de l'homme marcheront ce mercredi en Argentine pour dénoncer le plan d'austérité et

les mesures anti-manifestation du gouvernement de Javier Milei.

Selon les membres de l'Unidad Piquetera, à partir de 16h30 heure locale, une colonne de manifestants partira du Congrès et une autre de l'Obélisque dans la capitale pour converger vers la Plaza de Mayo.

La manifestation coïncide avec le 22e anniversaire de l'explosion sociale de 2001 qui a conduit à la démission du président de l'époque, Fernando de la Rúa, et a pour objectif de condamner "le plan d'ajustement et de misère du Milei et du Fonds monétaire international et de défendre le droit de manifester".

Parmi les groupes qui participeront à la manifestation figurent le Polo Obrero Pôle Ouvrier), le Frente de Izquierda (Front de Gauche), Patria Grande Patrie Grande), le Parti communiste (PC), l'Unión Ferroviaria (Union des Cheminots), l'Encuentro Memoria (Rencontre Mémoire), Verdad y Justicia (Vérité et Justice), le Servicio Paz y Justicia (Service Paix et Justice)e t l'Association Syndicale des Enseignants).

Les anciens candidats à la présidence Myriam Bregman et Juan Grabois, la représentante de Madres de Plaza de Mayo- Línea Fundadora (Mére de la Place de Mai. Lignée fondatrice), Nora Cortiñas, et des dirigeants syndicaux ont confirmé leur présence.

La semaine dernière, le ministre de l'économie Luis Caputo a annoncé la suppression des subventions, la dévaluation du peso, la fin des travaux publics, la réduction des ministères, des licenciements dans le secteur public et la réduction au minimum des transferts aux provinces, entre autres mesures.

Parallèlement, la ministre de la sécurité, Patricia Bullrich, a annoncé que la gendarmerie, la préfecture navale, la police de sécurité aéroportuaire et la police fédérale, ainsi que le système pénitentiaire, interviendraient en cas de coupures, de piquets de grève et de blocages partiels ou totaux des lieux publics.

S'ils descendent dans la rue, il y aura des conséquences. Des mesures seront prises jusqu'à ce que l'espace soit complètement libéré et la force minimale nécessaire et suffisante sera utilisée. Cette force sera graduée en fonction de la résistance, a-t-il ajouté.

Il a également indiqué que "les auteurs, les complices et les instigateurs de ce type de délit" seront identifiés, ainsi que les véhicules utilisés, qui seront saisis s'ils ne respectent pas le code de la route et si leurs conducteurs n'ont pas les documents requis.

Les personnes transportant des enfants seront sanctionnées et les autorités compétentes seront informées. Pour tous les coûts des opérations de sécurité, des factures seront envoyées aux organisations et individus responsables. L'État ne paiera pas pour l'utilisation des forces, a-t-il ajouté.

Pour sa part, la ministre du capital humain, Sandra Pettovello, a déclaré que tous ceux qui encouragent, incitent, organisent ou participent aux manifestations perdront tout contact avec le ministère de l'État.

Elle a également réitéré qu'ils ne pourront pas accéder aux plans sociaux (Source:PL).

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/342623-marche-en-argentine-contre-le-plan-dausterite-du-gouvernement-et-les-mesures-anti-manifestation

Radio Habana Cuba